

Cote du document:	EB 2010/99/R.23/Rev.1
Point de l'ordre du jour:	10 c) iv)
Date:	22 avril 2010
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F

Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et de don à la République socialiste du Viet Nam pour le

Projet en faveur de l'émancipation économique durable des minorités ethniques dans la province de Dak Nong (3 EM)

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-neuvième session
Rome, 21-22 avril 2010

Pour: **Approbation**

Note aux membres du Conseil d'administration

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les représentants qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec la responsable du FIDA ci-après:

Atsuko Toda

Chargée de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2638
courriel: at.toda@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du projet	iv
Résumé du financement	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	4
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
II. Instruments juridiques et autorité	5
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

AGRIBANK Banque vietnamienne pour l'agriculture et le développement rural

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République socialiste du Viet Nam pour le projet en faveur de l'émancipation économique durable des minorités ethniques dans la province de Dak Nong (3 EM), telle qu'elle figure au paragraphe 36.

Carte de la zone du projet

République socialiste du Viet Nam

Projet en faveur de l'émanicipation économique durable des minorités ethniques dans la province de Dak Nong (3 EM)



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République socialiste du Viet Nam

Projet en faveur de l'émancipation économique durable des minorités ethniques dans la province de Dak Nong (3 EM)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/Bénéficiaire:	République socialiste du Viet Nam
Organisme d'exécution:	Comité populaire provincial de la province de Dak Nong
Coût total du projet:	23,8 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	12,8 millions de DTS (équivalant approximativement à 19,4 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,33 million de DTS (équivalant approximativement à 0,5 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinancier:	Banque vietnamienne pour l'agriculture et le développement rural (AGRIBANK)
Montant du cofinancement:	0,9 million d'USD
Conditions du cofinancement:	Prêt
Contribution de l'emprunteur:	2,3 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,7 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt et de don à la République socialiste du Viet Nam pour le projet en faveur de l'émancipation économique durable des minorités ethniques dans la province de Dak Nong (3 EM)

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Aujourd'hui, au Viet Nam, il faudrait resserrer l'écart grandissant entre les groupes ethniques minoritaires et la majorité de l'ethnie kinh. Le présent projet a pour objet d'exploiter le principal atout de développement des minorités ethniques de la province de Dak Nong. Plutôt que de promouvoir l'agriculture de subsistance, le projet améliorera les conditions agronomiques et l'accès aux marchés pour les cultures vivrières et les cultures de rapport. Il existe des possibilités dans les filières existantes pour améliorer la valeur nette revenant aux cultivateurs, dans les domaines de la transformation des produits de base, de l'entreposage, de la commercialisation groupée, etc. Le projet va par ailleurs appuyer le développement de nouvelles filières pour les produits de plus forte valeur. L'accès au crédit va permettre aux femmes de choisir des activités susceptibles d'accroître le patrimoine des ménages pauvres et leur capacité de résistance.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République socialiste du Viet Nam un prêt d'un montant de 12,8 millions de DTS (équivalant approximativement à 19,4 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables, et un don d'un montant de 0,33 million de DTS (équivalant approximativement à 0,5 million d'USD), pour contribuer au financement du projet en faveur de l'émancipation économique durable des minorités ethniques dans la province de Dak Nong (3 EM). Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République socialiste du Viet Nam au titre du SAFP est de 68,75 millions d'USD sur le cycle SAFP pour 2012.

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Le projet sera aligné sur le plan de développement socioéconomique de la province sur lequel repose le cadre de dépenses à moyen terme de la province.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

5. Le produit intérieur brut (PIB) représentait en 2008 l'équivalent de 89,8 milliards d'USD. En 2009, la croissance est tombée à 3,3% mais devrait reprendre pour atteindre 6,5% d'ici à 2012. La dette publique est estimée à 46% du PIB en 2010, mais dans la mesure où une part importante a été accordée à des conditions particulièrement favorables, sa valeur actuelle restera inférieure à 20% du PIB.

Flux de fonds

6. Les montants avancés au titre des prêts et des dons pourront être déposés sur des comptes spéciaux établis auprès du Ministère des finances, à la demande du Ministère. Les fonds seront déposés sur le compte du projet ouvert à la Trésorerie provinciale de la province de Dak Nong.

Modalités de supervision

7. Le FIDA supervisera directement le projet.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

8. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

9. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) constitution d'un comité de pilotage du projet présidé par les présidents de la province et des comités populaires de district représentant les organismes d'exécution; ii) au bout de deux ans, examen du projet, y compris des enquêtes de satisfaction auprès des groupes cibles; et iii) suivi-évaluation participatif au niveau des communes pour encourager la participation active de tous les ménages.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

10. Le principal groupe cible est constitué des minorités autochtones et des ethnies migrantes, l'accent étant placé tout particulièrement sur les femmes, dans les communes les plus pauvres de la province de Dak Nong. Les familles de l'ethnie kinh pauvres de la zone du projet ayant un faible revenu sont également visées.

Méthode de ciblage

11. Les trois principaux modes de ciblage sont les suivants: i) ciblage géographique s'appuyant sur le seuil national de pauvreté¹; ii) auto-ciblage s'appuyant sur les activités du projet répondant essentiellement à la capacité de financement et de travail et aux stratégies de subsistance des groupes cibles; et iii) ciblage direct s'appuyant sur des critères d'inclusion et d'exclusion visant à distinguer les pauvres de ceux qui ne le sont pas.

Participation

12. Un processus de planification participatif sera prévu dans chaque village, en tenant compte des priorités respectives des femmes et des hommes. Des plans de développement villageois, appuyés par le projet, permettront d'associer le groupe cible au choix et à la planification des investissements dans l'infrastructure et la vulgarisation agricole. Les autorités de district et de province accorderont une reconnaissance officielle à cette méthode participative et s'engagent fermement à octroyer les fonds du projet en conséquence.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

13. Le but du projet est de contribuer à une amélioration durable des moyens de subsistance des familles des minorités ethniques pauvres de la province de Dak Nong. Il s'agit de faire progresser les revenus des ménages des minorités ethniques pauvres et quasi-pauvres, l'accent étant mis tout particulièrement sur les femmes.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

14. Le projet va contribuer à renforcer les institutions provinciales pour leur permettre de travailler avec les groupes ethniques minoritaires, particulièrement les femmes, selon une démarche participative et à intégrer leurs priorités dans le processus de planification mis en place par les pouvoirs publics. Le projet va également renforcer la capacité des pouvoirs publics à développer des filières en fonction de la demande en vue d'accroître les revenus nets des agriculteurs grâce à l'amélioration de la qualité de leurs produits. Le projet va de plus favoriser une plus grande autonomie des populations visées, leur permettant d'échapper à la pauvreté grâce à une action

¹ Les critères appliqués sont définis par le seuil national de pauvreté, qui était de 200 000 dong/mois jusqu'en 2009 et qui est passé à 350 000 dong/mois à compter de 2010.

collective, c'est-à-dire par la création de groupements solidaires et d'associations d'épargne et de crédit.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

15. Le projet est conforme au programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) de décembre 2008 et aux directives énoncées dans la politique d'engagement du FIDA aux côtés des populations autochtones.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

16. Le projet proposé est conforme à la nouvelle stratégie de développement rural suivie par le Gouvernement vietnamien, qui fixe des objectifs pour l'amélioration de la qualité et de la compétitivité des produits locaux, en renforçant les liens entre les producteurs ruraux et les marchés et en favorisant la décentralisation et la participation à la prise des décisions.

Harmonisation avec les partenaires du développement

17. Le projet va prendre appui sur les processus de planification du développement villageois et sur les initiatives sectorielles menées dans le cadre de l'appui aux programmes dans le secteur de l'agriculture et du développement rural mis en place par l'Agence danoise pour le développement international (DANIDA), le programme concernant les moyens de subsistance appuyé par OXFAM et le projet de protection de l'environnement et de gestion des ressources naturelles financé par l'Agence allemande de coopération technique (GTZ).

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

18. Le projet comprend trois volets: i) amélioration des moyens de subsistance des minorités ethniques; ii) services financiers en milieu rural; et iii) gestion du projet.

Catégories de dépenses

19. Les catégories de dépenses du prêt proposé sont au nombre de sept:
 - i) investissements dans l'infrastructure communautaire;
 - ii) outils, équipement et fournitures;
 - iii) véhicules;
 - iv) assistance technique, formation, études et ateliers;
 - v) crédit;
 - vi) microdons à l'Union des femmes; et
 - vii) charges récurrentes.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

20. Les principaux partenaires d'exécution sont les comités populaires à l'échelon de la province, du district et de la commune, le Ministère du plan et de l'investissement, le Ministère de l'agriculture et du développement rural, la Banque vietnamienne pour l'agriculture et le développement rural (AGRIBANK), l'Union provinciale des agriculteurs et l'Union des femmes.

Responsabilités en matière d'exécution

21. Le Ministère de l'agriculture et du développement rural sera responsable de l'exécution du programme de vulgarisation agricole et du développement des filières. Le Ministère du plan et de l'investissement sera chargé de mettre en œuvre la planification participative, et les comités populaires des communes seront les maîtres d'ouvrage des infrastructures communautaires. L'AGRIBANK sera chargée des prêts non garantis à court et à moyen terme accordés aux groupements solidaires; l'Union des femmes et l'Union des agriculteurs apporteront leur appui à la formation des groupements solidaires, en collaboration avec l'AGRIBANK. L'Union des femmes aidera à la création et au fonctionnement des associations de femmes pour l'épargne et le crédit et assurera la gestion d'un fonds renouvelable.

Rôle de l'assistance technique

22. Dans le cadre de l'exécution d'activités de vulgarisation de techniques agricoles durables, une assistance technique à court terme sera mise en place dans les domaines de la production écologiquement viable et/ou utilisant des engrais organiques, des systèmes d'agriculture biologique et du développement de l'élevage. Pour mettre en œuvre l'approche novatrice de développement des filières, un spécialiste national et un conseiller international en agroalimentaire seront recrutés pour de courtes missions. Des consultants spécialisés en formation, recrutés par l'AGRIBANK, dispenseront dans les villages une formation des membres des groupes concernant les opérations de crédit et les procédures collectives. Une assistance technique internationale et nationale aidera l'Union des femmes à rendre opérationnel le Fonds pour les possibilités économiques pour les femmes. Un conseiller en gestion de l'assistance technique apportera son appui durant les trois premières années du projet et un spécialiste de la problématique hommes-femmes assurera à temps partiel des conseils à l'unité de gestion du projet.

Situation des principaux accords d'exécution

23. L'exécution du projet sera régie par l'accord de financement conclu avec le FIDA. Un manuel relatif à l'exécution du projet sera élaboré une fois que l'accord de financement sera entré en vigueur.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

24. Le coût total du projet est de 23,8 millions d'USD sur six ans. Les sources de financement sont: le prêt du FIDA (81,3%), le don du FIDA (1,9%), l'AGRIBANK (3,7%), l'État (9,6%) et les bénéficiaires (2,7%). Un cofinanceur est recherché pour le volet assistance technique (0,8%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

25. Les principaux bénéficiaires du projet seront les agriculteurs pauvres qui appliquent des méthodes de production végétale et animale durables et améliorent leurs marges nettes tout en réduisant les effets délétères de l'agriculture sur l'environnement.

Viabilité économique et financière

26. Le taux global de rentabilité économique du projet est estimé à plus de 65%; une analyse de sensibilité indique qu'une baisse des recettes de 20% ferait tomber ce taux à 48%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

27. Un responsable de la gestion des savoirs sera désigné au sein de l'unité de gestion du projet. Au moins un outil de diffusion des connaissances sera élaboré chaque année dans le cadre du projet. Le bureau de Hanoï et les représentants du FIDA sur le terrain organiseront des manifestations pour capitaliser les connaissances, par exemple des visites d'échange entre projets, des bilans des programmes de pays ou encore des foires d'échange des savoirs.

Innovations en matière de développement

28. Les traits novateurs sont les suivants: le ciblage de pratiques agricoles durables utilisant peu d'intrants externes et des méthodes d'agriculture biologique; la mise en place de filières produits de valeur élevée moyennant l'identification d'entreprises et d'acheteurs et l'élaboration de plans d'entreprise; la création de groupements de producteurs et de groupements d'intérêt commun rapprochant les cultivateurs pauvres et moins pauvres et les reliant à l'acheteur final; et l'acceptation de la responsabilité conjointe pour les emprunts contractés auprès de l'AGRIBANK.

Approche d'élargissement

29. Les deux premières années, la mise en œuvre du projet sera centrée sur le développement des capacités. En renforçant progressivement les institutions, le Ministère de l'agriculture et du développement rural devrait, au moment où le projet arrivera à terme, avoir internalisé les pratiques agricoles durables, le développement de filières et le travail en collaboration avec le secteur privé. Les processus de planification participatifs au niveau des villages pour l'infrastructure communautaire seront intégrés au plan provincial de développement socioéconomique.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

30. Le projet est confronté à trois risques majeurs: i) changement des priorités concernant le développement des minorités ethniques; ii) insuffisance des ressources humaines compétentes et faiblesse des capacités à l'échelle de la province, des districts et des communes; et iii) impact négatif éventuel de l'exploitation de la bauxite sur les moyens de subsistance du groupe cible dans la zone retenue pour le projet. Pour atténuer ces risques, le projet recrutera du personnel additionnel à titre contractuel, qui sera affecté aux agences chargées de l'exécution du projet. La mise en œuvre intégrale ne sera lancée qu'une fois achevée la phase initiale de développement des capacités. Les communes abritant des activités d'exploitation de mines de bauxite ne pourront participer au projet. Le FIDA surveillera l'exploitation de la bauxite dans les zones retenues pour le projet dans le but de protéger les intérêts du groupe cible. Si l'exploitation de la bauxite devait avoir un impact direct ou indirect négatif sur les activités du projet, l'emprunteur/bénéficiaire adoptera alors des mesures d'atténuation appropriées pour sauvegarder les moyens de subsistance de la population cible. Si de telles mesures ne sont pas prises, le FIDA reverra les activités du projet pour fournir aux minorités affectées d'autres moyens de subsistance que l'exploitation de la bauxite ne menace pas. Si le FIDA ne parvient à conclure aucun accord avec l'emprunteur au sujet de l'ajustement des activités du projet, le prêt sera annulé (en totalité ou en partie).

Classification environnementale

31. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé dans la catégorie A en raison du caractère écosensible de l'exploitation de la bauxite dans la province de Dak Nong.

K. Durabilité

32. La durabilité sera assurée grâce à la transformation par les entreprises familiales de la biomasse en compost. L'infrastructure gérée et entretenue par les conseils de gestion villageois ou communaux améliorera l'accès aux marchés et la productivité en fournissant des routes d'accès et de petits projets d'irrigation. En fonction des résultats des bilans, des membres des groupes pourraient devenir clients de l'AGRIBANK à titre individuel lorsque leurs besoins de crédit dépassent le plafond prévu par le projet. Le fonds renouvelable de l'Union des femmes deviendra petit à petit une institution durable de microfinancement au service des groupes de femmes.

II. Instruments juridiques et autorité

33. Un accord de financement entre la République socialiste du Viet Nam et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
34. La République socialiste du Viet Nam est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
35. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

36. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République socialiste du Viet Nam un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à douze millions huit cent mille droits de tirage spéciaux (12 800 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République socialiste du Viet Nam un don d'un montant équivalant à trois cent trente mille droits de tirage spéciaux (330 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:

"Project for the sustainable economic empowerment of ethnic minorities in Dak Nong province (3EM)"

(Negotiations concluded on 16 April 2010)

Loan Number: *****

Grant Number: *****

Project Title: Project for the Sustainable Economic Empowerment of Ethnic Minorities in Dak Nong Province (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

the Socialist Republic of Viet Nam (the "Borrower/Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS:

A. The Borrower/Recipient has requested a loan and a grant from the Fund for the purpose of financing the Project, described in Schedule 1 to this Agreement;

B. The Viet Nam Bank for Agriculture and Rural Development ("AGRIBANK") is expected to make available the approximate amount of nine hundred thousand United States dollars (USD 900 000) to assist in financing the Agricultural and Value Chain Lending sub-component of the Project on terms and conditions to be set forth in a Subsidiary Loan Agreement ("SLA") between the Borrower/Recipient and the AGRIBANK;

NOW THEREFORE the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Loan is SDR 12 800 000.
B. The amount of the Grant is SDR 330 000.
2. The Loan is granted on highly concessional terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the currency of the United States of America (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 June and 15 December.
6. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of two million three hundred thousand United States dollars (USD 2 300 000).

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Dak Nong Provincial People's Committee (PPC).
2. The following are designated as additional Project Parties:
 - (a) the District People's Committees in the Project Area, or any successor(s) thereto;
 - (b) the Commune People's Committees in the Project Area, or any successor(s) thereto;
 - (c) the Department of Planning and Investment (DPI) of Dak Nong Province, or any successor thereto;
 - (d) the Department of Agriculture and Rural Development (DARD) of Dak Nong Province, or any successor thereto;
 - (e) the Provincial Extension Centre of Dak Nong Province, or any successor thereto;
 - (f) the Viet Nam Bank for Agriculture and Rural Development (AGRIBANK);
 - (g) the Viet Nam Bank for Agriculture and Rural Development of Dak Nong Province (AGRIBANK DN);
 - (h) the Farmer's Union of the Dak Nong Province; and
 - (i) the Women's Union of the Dak Nong Province (WU).
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

1. The Loan and Grant shall be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension by the Fund, of the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan and/or Grant Account(s):

- (a) The Project Implementation Manual referred to in paragraph 10.1, Section II of Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or otherwise modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following are designated as additional grounds for cancellation by the Fund, in whole or in part, of the remaining amounts in the Loan and/or Grant Account(s):

- (a) The Borrower/Recipient has failed to introduce appropriate measures to safeguard the livelihoods of the Target Population in the Project Area directly or indirectly affected by bauxite mining development, and has failed to reach agreement with the Fund, within a reasonable time thereafter, on how to adjust Project activities to provide alternative livelihood options thereto.

3. The following is designated as an additional general condition precedent to withdrawal:

- (a) No withdrawals from the Loan and/or Grant Account(s) shall be made until the Project Implementation Manual (PIM) referred to in Para 10.1 Section II, Schedule 1 hereto shall have been approved by the PPC.

4. The following are designated as additional special conditions precedent to withdrawal:

- (a) No withdrawal shall be made in respect of expenditures under Category I (Community Infrastructure Investments) of the Allocation Table set forth in paragraph 1 of Schedule 2 hereto, until a Community Development Fund Manual in form and substance acceptable to the Fund shall have been adopted by the PPC.
- (b) No withdrawal shall be made in respect of expenditures under Category V (Credit) of the Allocation Table set forth in paragraph 1 of Schedule 2 hereto, until the Credit Operations Manual and the SLA referred to respectively in paragraphs 9.4 and 11.1, Section II of Schedule 1 hereto shall have been duly executed, and adopted by AGRIBANK in form and substance acceptable to the Fund and the Borrower/Recipient.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Borrower/Recipient:

Minister of Finance
Ministry of Finance of the
Socialist Republic of Viet Nam
28, Tran Hung Dao Street
Hoan Kiem District, Hanoi

Socialist Republic of Viet Nam

This Agreement, dated *****, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

For the Fund

For the Borrower/Recipient

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall target indigenous ethnic minorities, migrant ethnic minorities and poor Kinh households, with particular emphasis on women in the following districts of the Borrower/Recipient's Dak Nong Province: Krong No, Dak Song, Dak G'Long, Dak R'Lap and Tuy Duc (each a "District" and, collectively, "Districts" or "Project Area").
2. *Goal.* The goal of the Project is to contribute to the sustainable improvement of the livelihoods of poor and ethnic minority households in the Dak Nong Province.
3. *Objectives.* The objective of the Project is to increase incomes of poor and near poor ethnic minority households, with particular focus on women.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:
 - 4.1. Component 1: Ethnic Minority Livelihood Development. This Component shall include the following three sub-components:
 - 4.1.1. *Extension of Sustainable Agriculture (Sub-component 1.1).* Under this sub-component, the Project shall define approaches for sustainable agricultural practices. The Project shall carry out participatory analysis of the potential for sustainable agriculture, pilot demonstrations of organic and chemical input technologies, participatory trials of best practices and validation workshops of the trials. An extension programme shall be drawn up for upscaling validated activities.
 - 4.1.2. *Value Chain Development (Sub-component 1.2).* Activities to be carried out under this sub-component shall be aimed at achieving:
 - (i) *Development of major value chains.* The Project shall support value chain analysis of farmer/buyer transactions and finalise a list of opportunities to improve sale terms for farmers; such activities shall be followed by the development of promotion and extension packages;
 - (ii) *Development of high produce value chains.* Expressions of Interest shall be invited from buyers of agricultural products to participate in given value chain(s). A short-list of eligible companies shall be prepared on the basis of pre-determined criteria acceptable to the Fund. Selected companies with approved business plan proposals shall enter into implementation agreement(s) with the Project.
 - 4.1.3. *Participatory Planning and Community Infrastructure (Sub-component 1.3).* The Project shall support the identification of infrastructure priorities through participatory processes reflecting the needs of Target Population and promote investments of village community infrastructure, commune and intra-village works.
 - 4.2. Component 2: Rural Financial Services. The objective of this component is to give access to poor and near poor households to appropriate means of credit through Joint Liability Groups (JLGs) and micro-grants through Women Savings and Credit Groups, under the following sub-components and activities:

4.2.1. *Agricultural and Value Chain Lending* (Sub-component 2.1). The Project shall promote the establishment of JLGs including ethnic minority villagers upon the principles of homogeneity, trust and affinity, as the conduit for AGRIBANK DN lending to individual members without collateral.

4.2.2. *Women Savings and Credit Groups* (Sub-component 2.2). The Project shall promote the establishment of Savings and Credit Groups (SCGs), formed primarily by ethnic minority women upon the principles of trust and affinity. The WU shall, among other things, carry out a Feasibility Study for the establishment of a micro-finance institution, provide training: on (i) social mobilization, (ii) formation of the SCGs, and (iii) savings modules, provide matching grants to the SCGs and establish and implement the Women's Economic Opportunities Fund (WEOF), if recommended by the Feasibility Study.

4.3. Component 3: Project Management. Under this Component, the Project shall support Project management by strengthening the capacity of the PPC and Project Parties and the Department of Finance of Dak Nong Province with the establishment of a management structure meeting the requirements of transparency and good governance. The Project shall be implemented under the responsibility of the PPC and hosted by the Department of Planning and Investment, Dak Nong Province.

II. Implementation Arrangements

5. Project Steering Committee (PSC)

5.1. *Establishment and Composition*. The PPC shall establish the PSC, which shall assume the primary responsibility of reviewing Project implementation activities and budgets. The PSC shall be chaired by the chairperson or the vice-chairperson of the PPC. Members shall be the chairpersons or vice-chairpersons of the Districts' People's Committees, representatives of the Project Parties, Department of Finance of Dak Nong Province, and the Provincial Committee for Ethnic Minorities (PCEM). The Project Director shall act as the PSC secretary.

5.2. *Responsibilities*. The PSC shall be responsible for the review of the Annual Work Plan and Budget (AWPB) and Annual Project Financial Statements, and for submission thereof to the PPC for approval. The PSC shall also be responsible for compliance of Project activities with the terms and conditions of this Agreement. The PPC shall approve the appointments of the key staff in the PMU and decide on any policy issues that may arise during implementation.

6. Project Management Unit (PMU)

6.1. *Establishment and Composition*. The PPC shall establish a PMU at the Provincial level which shall be headed by a full-time Project Director and include the following full-time staff: (i) Deputy Project Director (ii) an agri-business specialist, (iii) a rural finance coordinator, (iv) a procurement specialist, (v) a monitoring and evaluation specialist, (vi) a chief accountant, (vii) a translator, and (viii) support staff, as appropriate. A technical assistance Management Advisor shall support the Project Director during the first year of Project implementation together with a gender specialist on a part-time basis.

6.2. In each District, a focal point shall be appointed in the office of the District People's Committee to support activities at the District level. A District Engineer for the District offices shall be recruited or seconded from the District. Two District subject-matter specialists (DSMSs) shall be recruited for the sustainable agriculture and value chain related activities.

6.3. At Commune level, full-time community facilitators shall be selected from among local farmers through a merit-based process focusing on knowledge of local languages, and respect within the local community.

6.4. *Key Responsibilities.* The key tasks of the PMU shall include, amongst others:

- (a) *Targeting and Gender.* In the planning and implementation of Project activities, the PMU shall ensure that the Project Parties maintain the focus on poor and near poor households of ethnic minorities and ensure that women have ample opportunities to participate in Project activities. The PMU shall ensure that gender is mainstreamed in all Project activities by using a guidance manual to be developed by the Project in the first Project Year;
- (b) *Monitoring and Evaluation.* The Monitoring and Evaluation (M&E) specialist in the PMU shall establish an appropriate M&E and Management Information Systems (MIS) following IFAD Results and Impact Management Systems (RIMS) procedures. Staff in the Project Parties shall be trained in M&E requirements
- (c) *Recruitment of staff.* In collaboration with the relevant Project Parties, the PMU shall develop appropriate Terms of References for staff positions to be funded by the Project. The PMU shall organise fair and transparent selection processes and ensure that the Funds concurrence for the candidates for the key positions is obtained.
- (d) *Environmental concerns.* The PMU shall ensure that Project activities comply with the Borrower/Recipient's Law on Environmental Protection, and the Circular on Guideline for the Strategic Environmental Assessment (SEA), environmental impact assessment, and environmental protection commitments in accordance with Decision No. 05/2008/TT-BTNMT, of 8 December, 2008.

7. Key Project Staff

7.1. *Recruitment of Key PMU Staff.* The full-time Project Director and the Deputy Project Director shall be appointed by the PPC with the prior agreement of the Fund. In finalising the appointments, everything else being equal, preference shall be given to candidates with strong experience at the district level and with an agricultural background.

7.2. The Project Director shall serve throughout the entire Project Implementation Period and may only be removed by the PPC after prior consultation with the Fund.

8. Project Reviews

8.1. *Project Review.* The Borrower/Recipient, the PPC and the Fund shall conduct a Project Review at completion of the second year of Project implementation to *inter alia*: (a) assess implementation performance and the extent to which Project activities reach the ethnic minority Target Population; (b) examine the modalities for up-scaling Project activities, as and when appropriate; (c) ensure that benefits have been disaggregated and monitored by ethnic groups; (d) verify progress in land allocation in each District; (e) identify issues and constraints affecting the Project, including any direct or indirect negative impact from bauxite mining activities, (f) work out time-bound action plan(s) with corrective measures satisfactory to the Fund.

8.2. *Mid-Term Review.* The Borrower/Recipient, the PPC and the Fund shall conduct a comprehensive mid-term review to assess implementation progress, to assess the extent

to which the business environment is constraining the operation of value chains and to determine appropriate revisions to the Project implementation arrangements and resource allocations to be complied with by the relevant Project Parties in order to ensure successful Project completion.

9. Implementation Arrangements under Project Components

9.1. *Extension of Sustainable Agriculture* (Sub-component 1.1). The development and delivery of the sustainable agriculture extension programme shall be assigned to the DARD of Dak Nong Province and the Provincial and District Extension Centres .

9.2. *Value Chain Development* (Sub-component 1.2). Value chain development shall be implemented by DARD with support from a national Agribusiness Coordinator in the PMU, an Agribusiness specialist, and an international Agribusiness advisor, each recruited for short term assignments.

9.3. *Participatory Planning and Community Infrastructure* (Sub-component 1.3). Participatory planning and community infrastructure shall be implemented by the Commune People's Committee (CPC), in accordance with relevant DPI guidelines. A Village Management Board (VMB) shall be established to supervise the day to day construction of the works. The VMB shall be responsible for operation and maintenance (O&M), and shall develop an O&M plan prior to the construction of any works. A Commune Management Board shall be established to assist the CPC to implement community infrastructure. The Community Monitoring Board shall include representatives from the VMB.

9.3.1. Implementation support shall be provided by a District engineer to facilitate implementation of community infrastructure by the VMBs. Support may be provided by qualified service providers from the public and/or private sectors, and/or NGOs with experience in participatory planning and management in the area.

9.4. *Agricultural and Value Chain Lending* (Sub-component 2.1). The Agricultural and Value Chain Lending sub-component shall be implemented by AGRIBANK. To this effect: (i) AGRIBANK shall enter into a Subsidiary Loan Agreement with the Borrower/Recipient; and (ii) AGRIBANK shall adopt a Credit Operations Manual in form and substance acceptable to the Fund and to the Borrower/Recipient, specifying, *inter alia*, modalities for the management of the credit line, eligibility criteria for membership of the JLGs and terms and conditions for the lending thereto.

9.5. *Women Savings and Credit Groups* (Sub-component 2.2). The Provincial Women's Union shall implement the Women Savings and Credit Groups activities. They shall be responsible for the formation of the groups and management of funds in the Women's Economic Opportunities Fund (WEOF). The Rural Finance Coordinator with the support of national technical expertise from the Viet Nam Women's Union shall assist the Provincial WU in the implementation of the training programme.

10. Additional Implementation Arrangements

10.1. Project Implementation Manual (PIM)

10.1. *Preparation and Approval*. The Borrower shall cause the PPC to prepare a draft Project Implementation Manual (PIM) as soon as practicable, but in no event later than 90 days after the entry into force of this Agreement. The PIM shall detail, among other things, the Project implementation responsibilities for planning, budgeting, financing, Loan and Grant disbursement, reporting, procurement, preparation of accounts and auditing, and the implementation of the Women's Union micro-grants. In addition, the PIM shall incorporate a strong governance framework to empower the Target Population

to play a bigger role in Project implementation and introduce measures to ensure transparency, assess consumer satisfaction and provide for third party monitoring of Project activities/outcomes. The PPC shall approve the PIM only with prior agreement of the Fund, and provide a copy thereof to the Fund.

11. Subsidiary Loan Agreement (SLA)

11.1. Part of the proceeds of the Loan shall be made available to the Borrower/Recipient, as detailed in the relevant SLA to be entered into by the Borrower/Recipient and AGRIBANK and which shall provide, among other things, that:

- (i) the Borrower/Recipient shall on-lend from the proceeds of the Loan an amount in Vietnamese Dong equivalent to SDR 2 300 000 million to AGRIBANK for purposes of carrying out Programme activities financed from Category V (Credit) of the Allocation Table set forth in paragraph 1 Schedule 2 hereto, in accordance with the Borrower/Recipient's on-lending policy applicable to ODA-funded projects, and on terms and conditions acceptable to the Fund;
- (ii) AGRIBANK shall pay the Borrower/Recipient's interest on the principle amount of the loan fund portion of the credit withdrawn by AGRIBANK and the principal amount of the credit outstanding from time to time based on terms and conditions acceptable to the Fund;
- (iii) the SLA shall come into force and effect on the date upon which this Agreement enters into force;
- (iv) the Borrower/Recipient, through AGRIBANK, shall establish and maintain in AGRIBANK DN, a Revolving Fund for the Line of Credit into which all net revenues from credits extended directly or indirectly by the Loan shall be deposited. AGRIBANK DN shall use the Revolving Fund to further credits to Project eligible beneficiaries in accordance with this Agreement until the Project Completion Date. For purposes of this paragraph, the term "net revenues" means all repayments of principal and all payments of interest, less reasonable operating and other costs;
- (v) AGRIBANK shall contribute in the amount of USD 900 000 to assist in financing the Agricultural and Value Chain Lending Sub-component of the Project on terms and conditions acceptable to the Fund;
- (vi) AGRIBANK shall carry out its activities under the Project in accordance with the procedures, principles and practices set forth in the Project Credit Operations Manual.

11.2. The Borrower/Recipient shall submit a draft of the SLA to the Fund for comments and endorsement before its signature and may be amended only after consultation with the Fund.

12. *Selection Criteria for Communes.* The following criteria shall be adopted for the selection of communes which shall participate in the Project ("Communes"):

- a) the poverty incidence among ethnic minority households within the Target Population exceeds 10%; and
- b) the proportion of ethnic minority households in the total population is more than 25%.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed under the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage
I. Community Infrastructure Investments	5 165 000		90% net of beneficiaries' contributions
II. Tools, Materials and Equipment	320 000		90%
III. Vehicles	70 000		70%
IV. Technical Assistance, Training, Workshops and Studies			
a) International Technical Assistance	550 000	200 000	100%
b) National Technical Assistance	250 000	65 000	100%
c) Training, Workshops and Studies	1 980 000	65 000	100%
V. Credit	2 300 000		100% net of AGRIBANK financing
VI. Women's Union Micro Grants	1 120 000		100% net of beneficiaries' contributions
VII. Recurrent Costs			
a) Salaries and Allowances	380 000		100% net of counterpart contribution
b) Operations and Maintenance	250 000		100% net of counterpart contribution
VIII. Unallocated	415 000		
TOTAL	12 800 000	330 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) "Community Infrastructure Investments" means Eligible Expenditures for community infrastructure;
- (ii) "Technical Assistance" means Eligible Expenditures for national and international expertise for Ethnic Minorities' Farming Systems, Sustainable Agriculture, Agribusiness, Agriculture and Value Chain Loans, Management and Gender.
- (iii) "Vehicles" means Eligible Expenditures for two cars and motorcycles;
- (iv) "Credit" means Eligible Expenditures for the Revolving Fund to be established by AGRIBANK to finance: a) agriculture including crops and livestock; b) processing and marketing in value chains; and c) JLGs' investments in value chains;
- (v) "Women's Union Micro Grants" means Eligible Expenditures for financing matching grants to Women's Savings and Credit Groups and the Revolving Fund for the WEOF;
- (vi) "Salaries and Allowances" means Eligible Expenditures for District Subject-Matter Specialists, Commune facilitators, District engineers and allowances for Commune extension workers and community infrastructure facilitators;
- (vii) "Operations and Maintenance" means Eligible Expenditures for operations and maintenance of vehicles and motorcycles.

Schedule 3

Special Covenants

For the purposes of this Agreement the Borrower/Recipient shall ensure that the following provisions are complied with:

1. *AGRIBANK Records.* AGRIBANK DN maintains adequate records allowing for monitoring of the status of loans supported under the credit line and the use of the Revolving Fund to finance additional loans to JLGs.
2. *Avoidance of Negative Impact from Mining Activities in Project Area.* No Communes in which bauxite mining activities take place are eligible for participation in the Project. Notwithstanding the generality of the foregoing, should the development of bauxite mining have a direct or indirect negative impact on Project activities, the Borrower/Recipient shall take appropriate mitigating measures to safeguard the livelihoods of the affected Target Population. Failing this, the Borrower/Recipient shall ensure that Project activities are adjusted to provide the distressed Target Population members with alternative livelihood options not affected by mining activities in a manner acceptable to the Fund.
3. *Land Allocation.* All Land Use Certificates shall be issued in the name of women only, in the event of women-headed households, and wife and husband for married couples.

Key reference documents

Country reference documents

Socio Economic Development Plan (2006-2010)

WB Country Social Analysis, 2009

IFAD reference documents

Project design document (PDD) and key files
COSOP

IFAD Learning Notes

Administrative Procedures on Environmental Assessment

World Bank, FAO and IFAD: *Gender in Agriculture. Sourcebook*. World Bank, Washington, DC. 2009

Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
Goal			
Sustainable improvement of the livelihoods of poor and ethnic minority households, with a particular emphasis on women, in poor communes of Dak Nong Province.	<ul style="list-style-type: none"> Number of households with improvement in household assets ownership index (Disaggregated by poverty, ethnicity and gender) Reduction in the prevalence of child malnutrition. (Disaggregated by poverty, ethnicity and gender) Rate of reduction in the prevalence of poverty (Disaggregated by poverty, ethnicity and gender) 	National statistics. Government reports on SEDP implementation.	
Purpose/Objective			
Increased incomes of poor and near poor ethnic minorities, with a particular focus on women	<ul style="list-style-type: none"> Household net margins increased by at least 25% (Disaggregated by poverty, ethnicity and gender) 	RIMS Baseline survey Project surveys. Government disaggregated statistics monitoring income	<ul style="list-style-type: none"> Economic and social stability in Dak Nong. Decentralization policy sustained by availability of human and financial resources. GOVN EM policies pursued vigorously. EM are able to access adequate land resources No significant degradation of the natural resource base
Component Outcomes			
1. Ethnic Minorities (EM) Livelihood Development			
Improved agricultural skills of poor hh Improved marketing skills of poor hh Increased and diversified incomes of hh Improved productive infrastructure in place	<ul style="list-style-type: none"> 50% of EM hh apply new skills from training by PY 3 Min 10% increase in yields by PY 3 (Disaggregated by poverty, ethnicity and gender) Percentage increase in income from agricultural produce (Disaggregated by poverty, ethnicity and gender) At least 4000 households involved in primary processing, storage, etc., to improve net margins and incomes (Disaggregated by poverty, ethnicity and gender) At least 1200 households involved in value chain for premium products Demand driven extension service in place (Disaggregated by poverty, ethnicity and gender) No of hhs access water for productive and consumption purposes (Disaggregated by poverty, ethnicity and gender) Km of access roads in place and passable three years after construction Market and storage facilities established in villages and communes and maintained 	Impact surveys. Household income data. Project progress reports M&E reports	Growing market for clean and/or new products Commodity prices do not collapse Village Development Plans form the basis for infrastructure development
2. Rural finance for poor and near poor EM			
Project area poor and near poor households have access to sufficient semi-formal and formal credit institutions	<ul style="list-style-type: none"> At least 8000 of poor and near poor borrowers in SCG and JLG have had timely and adequate access to project credit, (Disaggregated by poverty, ethnicity and gender) Savings mobilisation through SCGs is regular and there is annual growth of at least 90% in per member savings. Portfolio at risk of more than 60 days of project credit line of VBARD is less than 5 %. Portfolio at risk of more than 60 days of WEOF is less than 5 %. 	Financial institutions' reports Project progress reports Supervision reports M&E reports	<ul style="list-style-type: none"> No major change in monetary and re-financing policies
3. Project management			
Project managed in a timely, cost effective and transparent manner	<ul style="list-style-type: none"> Staff selection and recruitment is based on merit Disbursements are progressing satisfactorily Quality of project management (financial management, M&E, audits) 	Project progress reports Supervision reports M&E reports Audit reports	<ul style="list-style-type: none"> Absence of political interference

